

### Trajectoires de croissance des PME françaises : jeunesse de l'entreprise, rentabilité financière et capacité à investir sont des facteurs très favorables

De 2009 à 2013, plus d'une PME sur deux a conservé un effectif salarié assez stable d'une année sur l'autre. Les PME inscrites sur une trajectoire de croissance - une hausse significative des effectifs presque chaque année sur la période - sont ainsi peu nombreuses (7 %). Elles bénéficient principalement d'un jeune âge, d'une activité dans les services - télécommunications, informatique, information, finance et assurance notamment - ainsi que d'une rentabilité financière et d'une capacité à investir fortes. L'ouverture à l'international et la localisation de l'entreprise en région parisienne ou dans l'une des métropoles françaises jouent également un rôle favorable. Le passage d'un à plusieurs établissements est un cap, tout comme celui du cinquantième salarié. Le dirigeant est alors confronté à une complexité plus forte de la gestion de son entreprise. Les déterminants de la croissance sont principalement ceux de la prise de risques, qui distinguent les entreprises aux effectifs stables des autres, aux trajectoires moins régulières, en croissance ou en décroissance.

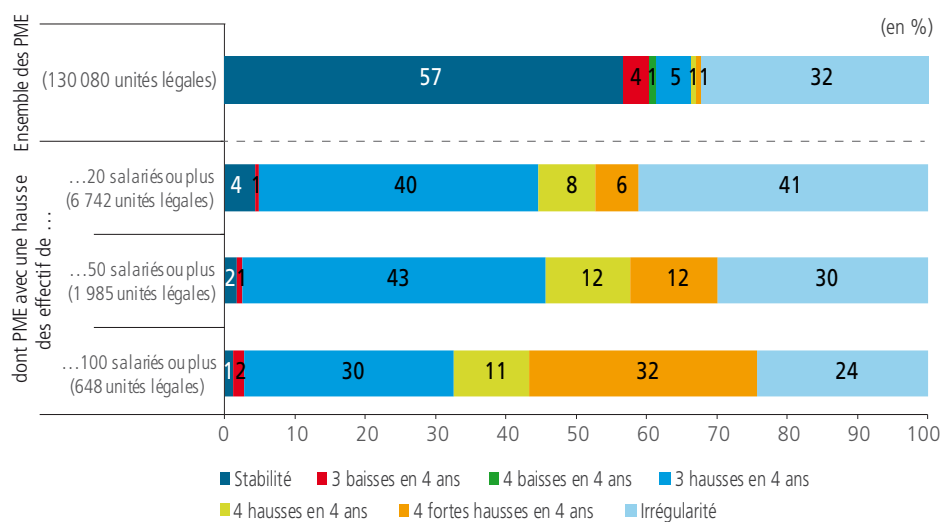
De 2009 à 2013, période consécutive à la crise économique de 2008-2009 marquée par une forte contraction de l'activité des entreprises, une croissance annuelle significative des effectifs<sup>1</sup> est un événement relativement rare pour les PME<sup>2</sup> françaises. Plus d'une sur deux (57 %) a connu une stabilité de ses effectifs sur la période (graphique 1). Les PME aux trajectoires croissantes (7 %) ou en baisse (5 %)<sup>3</sup> sur cette période sont beaucoup moins nombreuses. Une PME sur trois (32 %) a une trajectoire irrégulière. Les PME en forte hausse chaque année,

<sup>1</sup> C'est-à-dire une hausse de plus de 2 % des effectifs et d'au moins deux salariés. La typologie des trajectoires de croissance des entreprises - haussière, stable, baissière, irrégulière - utilisée dans cette étude est précisée dans l'encadré 1.

<sup>2</sup> Dans cette étude, le terme de « PME » désigne les unités légales de 10 à 249 salariés.

<sup>3</sup> Les entreprises ayant cessé d'exister au cours de la période, qui ne font pas partie du champ de l'étude (encadré 1), ont également contribué aux baisses d'effectif.

Graphique 1 : Répartition des PME selon leur trajectoire de croissance (2009-2013)



Lecture : 57 % des PME (cf. champ) ont eu une trajectoire stable, c'est-à-dire au moins trois années de faible variation des effectifs (cf. encadré 1) entre 2009 et 2013. Parmi les entreprises ayant enregistré une hausse des effectifs de 100 salariés ou plus, 32 % ont connu 4 fortes hausses en 4 ans.

Champ : ensemble des unités légales de 10 à 249 salariés en 2009 continuellement présentes entre 2009 et 2013.

Source : Insee, Sirene, FARE 2009 à 2013, traitement DGE.

moins de 1 % de l'ensemble des PME étudiées, constituent le tiers (32 %) de celles dont les effectifs ont augmenté d'au moins cent salariés entre 2009 et 2013. Les PME aux trajectoires irrégulières représentent toutefois une part importante de celles dont l'effectif a significativement augmenté entre 2009 et 2013 : 41 % des PME dont l'effectif a crû de vingt salariés ou plus, 30 % de celles dont l'effectif a crû de cinquante salariés ou plus et 24 % de celles dont l'effectif a augmenté de cent salariés ou plus.

#### Plus grande stabilité des effectifs dans les petites PME

Les PME aux trajectoires irrégulières se rapprochent plus des entreprises aux trajectoires en hausse ou en baisse régulière que des PME dont l'effectif est stable. Les PME aux trajectoires stables comptent en moyenne 20 salariés, deux fois moins que celles aux trajectoires irrégulières et entre trois et cinq fois moins que les PME aux trajectoires à la hausse ou à la baisse (tableau 1). En effet, de nombreuses petites PME ont un effectif très stable

**Tableau 1 : Évolution du nombre de salariés, du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires à l'export des PME selon leur trajectoire de croissance (2009-2013)**

Trajectoire entre 2009 et 2013	Nombre d'entreprises	Nombre moyen de salariés par entreprise en 2009	Évolution entre 2009 et 2013								Part du CA à l'export en 2009 (%)
			Effectif salarié		Chiffre d'affaires		Valeur ajoutée		Chiffre d'affaires à l'export		
			milliers	%	M€	%	M€	%	M€	%	
Stabilité	73 682	20	-31 381	-2	47 018	14	5 978	6	9 377	32	9
3 baisses	5 048	68	-98 594	-29	-9 697	-13	-3 826	-20	-1 274	-11	15
4 baisses	1 017	96	-42 627	-44	-5 688	-26	-1 908	-37	-1 425	-36	18
3 hausses	6 547	56	182 836	50	53 574	47	14 132	50	9 903	58	15
4 hausses	1 090	62	45 023	67	12 259	63	4 571	153	2 956	86	18
4 fortes hausses	840	67	73 371	131	16 088	107	5 299	122	3 117	162	13
Irrégulière	41 856	43	39 969	2	68 233	15	11 791	10	1 965	3	14
<b>Ensemble</b>	<b>130 080</b>	<b>32</b>	<b>168 597</b>	<b>4</b>	<b>181 785</b>	<b>17</b>	<b>36 037</b>	<b>13</b>	<b>24 619</b>	<b>19</b>	<b>13</b>

Source : Insee, Sirene, FARE 2009 à 2013.

Champ : ensemble des unités légales de 10 à 249 salariés en 2009 continuellement présentes entre 2009 et 2013.

(77 % des entreprises de 10 à 19 salariés entre 2009 et 2013). Les fluctuations d'effectif sont plus fréquentes dans les plus grandes PME : la proportion d'entreprises aux trajectoires stables n'est que de 38 % entre 30 et 49 salariés et est inférieure à 20 % au-delà de 50 salariés. Les évolutions de l'effectif salarié, du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée ou encore du chiffre d'affaires à l'export vont de pair.

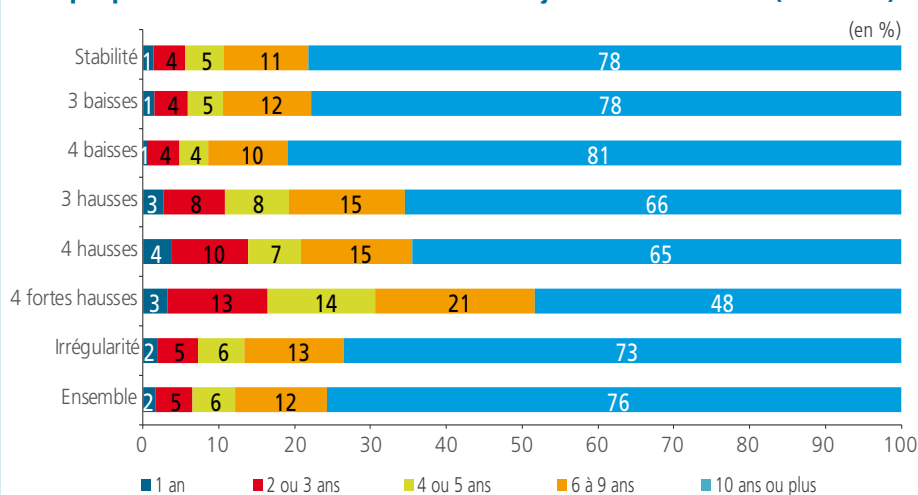
### Les PME exportatrices ont des trajectoires moins stables que les autres

Les PME aux trajectoires stables sont moins exportatrices que les autres : 9 % de leur chiffre d'affaires sont réalisés à l'export contre 13 et 18 % pour les PME aux trajectoires croissantes ou décroissantes. L'ouverture à l'international se traduit en moyenne par une croissance plus forte, cependant elle correspond également à une prise de risques plus importante qui peut se traduire par des difficultés en cas de repli sur les marchés étrangers.

### Une part de jeunes PME élevée, bien que minoritaire, parmi les PME en forte croissance

La différence d'ancienneté entre les PME aux trajectoires stables et celles ayant connu quatre années de forte croissance est significative : huit PME stables sur dix (78 %) avaient déjà plus de dix ans en 2009, une sur deux (48 %) parmi celles ayant enregistré quatre années de fortes hausses (graphique 2). Les PME aux trajectoires croissantes sont par ailleurs plus jeunes en moyenne que celles aux trajectoires en baisse (non compris celles ayant cessé d'exister). En effet, les très jeunes entreprises mais également celles de six à neuf ans sont surreprésentées parmi les PME aux trajectoires croissantes alors que celles de plus de dix ans y sont sous-représentées. Ces dernières sont des entreprises plus fréquemment matures, bien installées, aux effectifs stables. Cependant, la croissance n'est pas réservée aux jeunes PME. Celles de plus de dix ans constituent la grande majorité (76 %) du parc de PME étudiées et une majorité, certes moindre mais nette tout de même (63 %), des PME aux trajectoires de croissance.

**Graphique 2 : Ancienneté des PME selon leur trajectoire de croissance (2009-2013)**



Lecture : 48 % des entreprises ayant connu quatre fortes hausses entre 2009 et 2013 avaient plus de 10 ans en 2009.

Champ : ensemble des unités légales de 10 à 249 salariés en 2009 continuellement présentes entre 2009 et 2013.

Source : Insee, Sirene, FARE 2009 à 2013, traitement DGE.

### Encadré 1 : Champ de l'étude et définition des trajectoires de croissance

#### Champ de l'étude

Afin d'étudier les déterminants de la croissance des PME françaises, en dehors des facteurs liés à la création et à la survie des entreprises étudiés régulièrement par ailleurs, l'étude s'intéresse aux unités légales de 10 à 249 salariés en 2009 (195 122 entreprises dans le répertoire Sirene de l'Insee), présentes de 2009 à 2013 (167 656 entreprises). Pour étudier un maximum de déterminants, différentes bases de données ont été appariées. En se concentrant sur les entreprises dont l'information financière est disponible sur l'ensemble de la période, l'étude repose sur un échantillon très conséquent de 130 080 unités légales, dont la répartition par taille et secteur d'activité est très proche des 167 656 entreprises existantes sur l'ensemble de la période.

#### Trajectoires de croissance

Les différentes trajectoires de croissance des entreprises ont été définies par la succession des évolutions annuelles de leurs effectifs de 2009 à 2013. On considère l'évolution annuelle significative si elle est supérieure à 2 % des effectifs et à deux salariés. L'évolution est qualifiée de forte si elle est supérieure à 4 % des effectifs et quatre salariés. Chaque entreprise a une trajectoire résumée par une succession de quatre évolutions qualifiées de baisse, de stabilité, de hausse ou de forte hausse. Ces trajectoires sont ensuite agrégées par catégorie selon l'évolution la plus récurrente sur la période :

- « 4 fortes hausses » pour les entreprises ayant connu quatre fortes hausses ;
- « 4 hausses » pour les entreprises ayant connu quatre hausses dont au moins une n'est pas forte ;
- « 3 hausses » pour les entreprises ayant connu trois hausses et une évolution différente (baisse ou stabilité) ;
- « Stabilité » pour les entreprises ayant connu trois ou quatre années de stabilité (évolution inférieure chaque année à deux salariés ou 2 %) ;
- « 4 baisses » pour les entreprises ayant connu quatre baisses sur la période ;
- « 3 baisses » pour les entreprises ayant connu trois baisses et une évolution différente (hausse ou stabilité).

- « Irrégularité » pour l'ensemble des autres trajectoires.

Les entreprises aux trajectoires croissantes sont celles qui appartiennent aux trois premières catégories de cette typologie, c'est-à-dire celles qui ont connu au moins trois hausses significatives sur la période.

## Près de la moitié des PME en forte croissance sont dans les services marchands

L'industrie et la construction sont sous-représentées parmi les PME à trajectoires de croissance alors que les services marchands y sont surreprésentés. Parmi les PME ayant connu quatre années de forte croissance, près d'une sur deux (46 %) appartient au secteur des services marchands (*graphique 3*). Parmi les PME aux effectifs stables, « seulement » une sur six (17 %) est dans ce cas. Les services marchands sont également un peu plus présents parmi les PME aux trajectoires en baisse (une sur quatre, 24 %).

## L'âge, l'activité, la rentabilité financière et l'investissement premiers déterminants des trajectoires de croissance

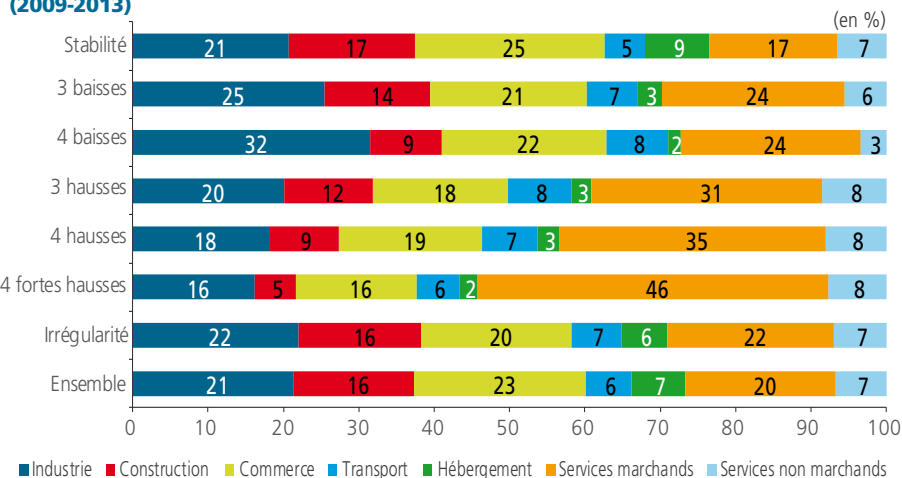
La taille de l'entreprise en nombre d'établissements ou de salariés, l'âge, le secteur d'activité ou encore l'ouverture à l'international sont des caractéristiques liées des PME et il est difficile de faire la part des effets propres de chacune sur leur trajectoire de croissance. Une régression logistique (*encadré 2*) permet de séparer ces effets, en raisonnant « toutes choses égales par ailleurs ». Les premiers déterminants des trajectoires de croissance des PME, c'est-à-dire les facteurs qui distinguent le plus les entreprises aux trajectoires croissantes des autres sont l'ancienneté, le secteur d'activité, la rentabilité financière et l'investissement corporel<sup>4</sup> (*tableau 2*). La rentabilité des projets portés par l'entreprise et la capacité à investir, notamment l'achat de biens d'équipement, jouent bien sûr un rôle déterminant. Les effets sectoriels sont cohérents avec la conjoncture pendant la période d'observation, une activité dans les services « avancés » - télécommunications, services informatiques, information et activités financières et d'assurances - est un facteur très favorable aux trajectoires croissantes. Enfin, la probabilité pour une PME d'être en croissance est d'autant plus forte qu'elle est jeune. L'effet est maximal entre un et trois ans mais une PME de six à neuf ans aura également plus de chances d'être en croissance, tous les autres facteurs étant égaux par ailleurs, qu'une entreprise de dix ans ou plus. L'effet de ces différentes variables est accru si l'on considère uniquement les entreprises en forte croissance.

## L'appartenance à un groupe et l'ouverture à l'international favorables aux trajectoires de croissance

L'appartenance à un groupe est favorable à la croissance des PME. En outre, les PME qui appartiennent à un groupe de petite taille (moins de deux fois la leur) ont les mêmes probabilités de connaître une trajectoire de croissance que celles appartenant à un groupe de taille plus conséquente. Dans le cas d'un petit groupe, la PME peut être la tête de groupe puisqu'elle regroupe la majorité des effectifs salariés. Ainsi, l'adossement à un groupe de grande taille n'est pas le seul facteur favorisant une trajectoire de croissance, la capacité à structurer juridiquement et financièrement l'entreprise en est également un. Par ailleurs, à secteur d'activité et taille identiques, une PME réalisant plus de 5 % de son chiffre d'affaires à l'export aura plus de chance de connaître une trajectoire de croissance qu'une PME exportant moins.

<sup>4</sup> Les variables de taille jouent également un rôle important (*cf. supra*). Cependant, la notion de trajectoire est dans sa définition dépendante de la taille et il est difficile de tenir compte de ces variables au même titre que les autres facteurs. Les données complémentaires disponibles sur le site de la Direction générale des entreprises (DGE) font apparaître des modèles réalisés pour différentes tailles d'entreprises qui confirment les conclusions du modèle global.

**Graphique 3 : Secteur d'activité des PME selon leur trajectoire de croissance (2009-2013)**



Lecture : 46 % des entreprises ayant connu quatre fortes hausses entre 2009 et 2013 appartiennent au secteur des services marchands.  
Champ : ensemble des unités légales de 10 à 249 salariés en 2009 continuellement présentes entre 2009 et 2013.  
Source : Insee, Sirene, FARE 2009 à 2013, traitement DGE.

**Tableau 2 : Les déterminants des trajectoires croissantes des PME**

Nombre d'établissements (en 2009)	1	
	2	+
	3 ou 4	+
	5 et plus	+
Part du CA à l'export	Moins de 5 %	
	De 5 à moins de 10 %	+
	De 10 à moins de 20 %	+
	20 % ou plus	+
Ancienneté	1 an	++
	2 ou 3 ans	++
	4 ou 5 ans	+
	6 à 9 ans	+
	10 ans ou plus	
Appartenance à un groupe	Non	
	Oui à un petit groupe <sup>1</sup>	+
	Oui à un grand groupe <sup>2</sup>	+
Activité	Industrie	-
	Construction	-
	Commerce	--
	Transport	
	Hébergement	--
	Télécommunications, activités informatiques, informations et activités financières et d'assurance	+
	Autres services marchands	
Services non marchands	-	
Région	Île-de-France	+
	Métropoles	+
	Province hors métropoles	
	DOM	
Nombre de salariés (en 2009)	Moins de 20 %	
	De 20 à moins de 50	--
	De 50 à moins de 100	+
	100 ou plus	++
Rentabilité financière (résultat net/capitaux propres)	De 0 à moins de 10 %	
	De 10 à moins de 22 %	+
	22 % ou plus	++
Investissement corporel (flux d'immobilisations corporelles / VA)	De 0 à moins de 4 %	
	De 4 à moins de 9 %	+
	De 9 à moins de 18 %	+
	18 % ou plus	++
Investissement incorporel (flux d'immobilisations incorporelles / VA)	De 0 à moins de 2 %	
	2 % ou plus	+
Investissement financier (flux d'immobilisations financières / VA)	0 %	
	De 0 % à moins de 3 %	+
	3 % ou plus	+

<sup>1</sup> Moins de deux fois la taille de l'entreprise. <sup>2</sup> Plus de deux fois la taille de l'entreprise.

Lecture : la régression logistique (*cf. encadré 2*) modélise l'influence de chaque facteur « toutes choses égales par ailleurs » sur la probabilité pour une entreprise de connaître une trajectoire croissante (au moins 3 hausses significatives entre 2009 et 2013). Les cases grisées sont les modalités de référence. Un signe + signifie que le facteur correspondant est plus favorable que la modalité de référence. Par exemple, l'appartenance à un groupe, petit ou grand, accroît la probabilité d'une trajectoire croissante, toutes les autres variables du modèle étant égales par ailleurs. Un signe ++ indique un impact positif plus fort. Les signes - et -- indiquent des effets négatifs modéré (-) ou fort (--).  
Champ : ensemble des unités légales de 10 à 249 salariés en 2009 continuellement présentes entre 2009 et 2013.

Source : Insee, Sirene, FARE 2009 à 2013, traitement DGE.

## Un effet métropolitain significatif

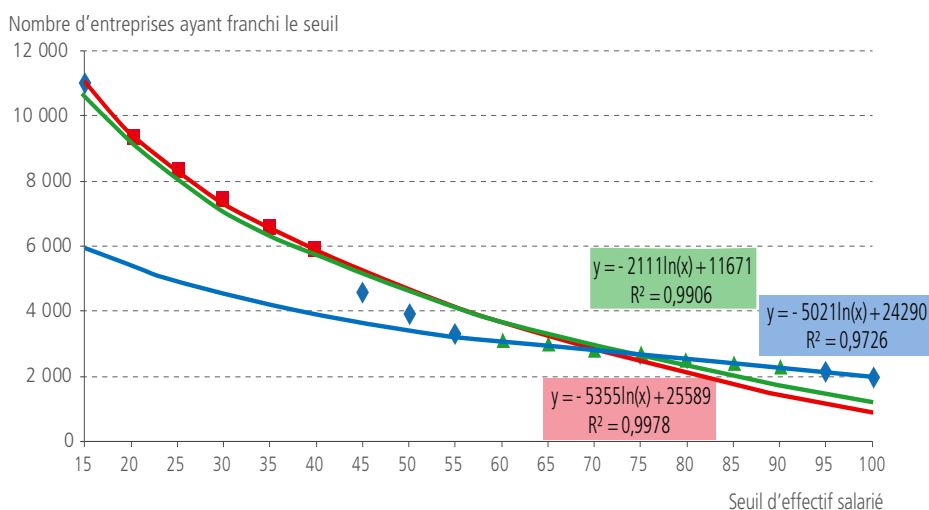
Toutes choses égales par ailleurs, les PME situées en Île-de-France ou dans les métropoles<sup>5</sup> ont également plus de chances d'être en croissance que les autres. La densité d'activités, la proximité des clients ou des fournisseurs, la possibilité de recruter parmi une population importante et donc plus à même de posséder les compétences recherchées sont autant de facteurs favorables au développement des entreprises.

## Un effet lié à la taille autour de cinquante salariés

La taille des PME joue un rôle particulièrement marqué sur leur trajectoire. Posséder plusieurs établissements augmente la probabilité de connaître une trajectoire de croissance. Un effectif salarié conséquent également (plus de 50 salariés, avec un effet encore plus marqué au-delà de 100 salariés). *A contrario*, toutes choses égales par ailleurs, une entreprise de 20 à 49 salariés a une probabilité moins forte de connaître une trajectoire de croissance qu'une entreprise de 10 à 19 salariés. Il apparaît donc un effet de seuil autour de 50 salariés, que l'on peut mettre en évidence en observant le nombre salarié pendant la période (*graphique 4*). Il peut s'expliquer en partie par le nombre d'obligations administratives, fiscales et sociales supplémentaires pour une entreprise de plus de 50 salariés (mise en place d'un comité d'entreprise et d'un comité d'hygiène et de sécurité, accord de participation, déclaration des mouvements de main d'œuvre...). C'est également à partir de cette taille où,

<sup>5</sup> Agglomérations d'Aix-Marseille, Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Graphique 4 : Passage de seuil d'effectif entre fin 2009 et fin 2013



Lecture : 11 000 entreprises ont franchi le seuil de 15 salariés entre 2009 et 2013, 9 500 ont franchi le seuil de 20, 8 400 ont franchi le seuil de 25 ... Une même entreprise peut avoir franchi plusieurs seuils, nécessairement consécutivement. Les différents points ne sont donc pas indépendants et leur ajustement sur une courbe de tendance montre qu'il existe une certaine régularité. Les différentes courbes d'ajustements sont basées sur différents groupes de points : les franchissements de 20 à 40 pour la courbe rouge, les franchissements de 60 à 90 pour la courbe bleue, l'ensemble des points pour la courbe verte. Ces courbes montrent que la progression autour du seuil de 50 ne suit pas la même logique.

Champ : ensemble des unités légales de 10 à 249 salariés en 2009 continuellement présentes entre 2009 et 2013.  
Source : Insee, Sirene, FARE 2009 à 2013, traitement DGE.

hors cadre réglementaire, la complexité de l'entreprise croît fortement et le recours à de nouvelles compétences, à une structuration juridique plus complexe et à une augmentation du nombre d'établissements devient nécessaire. Il existe donc un ensemble de freins qui rendent la croissance des PME de 20 à 49 salariés particulièrement délicate.

Nicolas D'ARCO, Danièle BASTIDE, François GITTON, Simon VERNA, DGE

### Encadré 2 : Méthodologie

#### Création, croissance, survie : la difficulté du suivi longitudinal des entreprises

Pour étudier la croissance des entreprises et ses déterminants, il est d'usage de suivre une cohorte d'entreprises, soit à l'aide d'une enquête spécifique comme pour le dispositif SINE (Système d'information sur les nouvelles entreprises) de l'Insee, qui suit les entreprises créées pendant une période de cinq ans, soit en mobilisant l'information disponible sur les entreprises sur une période pluriannuelle. Fondée sur la seconde approche, la présente étude exclut de son champ les entreprises non pérennes sur la période 2009-2013, qu'il s'agisse de celles qui ont fermé ou de celles qui ont connu une transformation (rachat, fusion, ...) qui peut être une forme de croissance. L'étude n'est donc pas une analyse de l'évolution des effectifs salariés de l'ensemble des PME sur la période. Elle permet cependant d'étudier ce qui distingue une population d'entreprises en croissance d'une population d'entreprises aux effectifs stables.

#### Régression logistique

L'âge de l'entreprise, le secteur d'activité, la localisation, la stratégie d'investissement et beaucoup d'autres variables déterminent la croissance des entreprises. Cependant, ces différentes variables ne sont pas indépendantes et il est difficile d'identifier l'effet propre de chacune. La régression logistique permet de tester l'influence de chaque variable, toutes les autres variables étant égales par ailleurs. Elle modélise la probabilité d'avoir une trajectoire de croissance en fonction des nombreuses variables potentiellement explicatives et disponibles. Les variables en entrée du modèle sont celles mentionnées dans le *tableau 2* ainsi que d'autres variables financières (endettement, intensité de capitalisation, part des charges de personnel, immobilisation, taux de marge). Ces dernières n'apportent pas d'éléments supplémentaires au modèle car elles sont corrélées à des variables incluses dans le modèle : la variable d'investissement pour les immobilisations, la rentabilité financière pour le taux de marge...

#### Pour en savoir plus :

- Données complémentaires au format Excel sur le site de la DGE.
- Betbèze J-P., Saint-Étienne Ch., « Une stratégie PME pour la France », Conseil d'analyse économique.
- Ceci-Renaud N., Chevalier P-A., « Les seuils de 10, 20 et 50 salariés : un impact limité sur la taille des entreprises françaises », Insee.
- Richet D., « Entreprises créées en 2010 : sept sur dix sont encore actives trois ans après leur création », Insee.

Consultez la rubrique « Études et statistiques »  
du site [www.entreprises.gouv.fr](http://www.entreprises.gouv.fr)

Directeur de la publication : Pascal Faure  
Rédacteur en chef : François Magnien  
Secrétariat de rédaction : Martine Automme,  
Nicole Merle-Lamoot  
Composition : Hélène Allias-Denis, Brigitte Baroin  
ISSN : 2269-3092  
Dépôt légal : 2016  
DGE - 67, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine

**DGE**  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DES ENTREPRISES